

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### ***l'Acheteur***

Ministère chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

#### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR-CE) par délégation de Madame la Préfète Coordinatrice des itinéraires routiers, Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (Arrêté préfectoral en vigueur)

#### ***Objet de la consultation***

Mise à disposition de camions avec ou sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement. District de Chambéry-Grenoble - CEI d'Aigueblanche-Albertville - RN 90 – secteur, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers. - CEI de Grenoble – RN 85 – Rampe de Laffrey

#### ***Remise des offres***

Date et heure limites de réception : lundi 22 septembre 2025 à 12 heures  
(heure locale de l'adresse de l'acheteur)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>3</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
2-4. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières.....	<u>4</u>
2-5. Variantes.....	<u>4</u>
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	<u>4</u>
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	<u>4</u>
2-8. Délai de réalisation.....	<u>4</u>
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-10. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>4</u>
2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	<u>5</u>
2-13. Clauses sociales et environnementales.....	<u>5</u>
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>6</u>
3-2. Variantes.....	<u>9</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>9</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>9</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>9</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>11</u>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>12</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>12</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	<u>13</u>

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

Dans le cadre de ses missions d'entretien du réseau, le district de Chambéry-Grenoble doit procéder au salage et au déneigement des chaussées avec des matériels spécifiques.

Afin de remplir ses missions en termes de viabilité hivernale et en complément de moyens, il a été décidé, pour des raisons de restructuration de l'organisation des missions :

- d'externaliser les prestations de déneigement du circuit en secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers sur la RN 90, tel que défini au Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale (PEVH) du district de Chambéry-Grenoble.
- de louer deux véhicules de salage/déneigement, sans chauffeurs, pour le réseau routier national relevant du centre d'entretien et d'intervention (CEI) de Grenoble et plus particulièrement la RN 85 – Rampe de Laffrey, car les deux véhicules dédiés au service de la viabilité hivernale (Renault KERAX et Lindner) sont vétustes et engendrent des coûts de fonctionnement conséquents. Ces deux poids-lourds sont à réformer et à remplacer à court-terme, par des camions de location.

Les prestations, objet du présent marché, concernent donc la mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement associés du circuit en secteur I ou II de la RN 90 entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers et la mise à disposition sans chauffeurs, de camions de salage/déneigement sur les circuits de la viabilité hivernale de la RN 85 – Rampe de Laffrey.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- RN 90 CEI de Aigueblanche-Albertville– secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers ;
- RN 85 – CEI de Grenoble - Rampe de Laffrey.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux délais d'interventions définis à l'article 7.4.2 du Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

## **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

**Le besoin homogène de services est alloti, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par marchés à lots séparés :**

<b>Désignation des lots</b>	
Lot n°1	RN 90 – Secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers – Mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage-/déneigement.
Lot n°2	RN 85 – Rampe de Laffrey – Mise à disposition de camions sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement.

## **2-3. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP).

## **2-5. Variantes**

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Délai de réalisation**

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'Acte d'Engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-13. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Sans objet.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

La recherche de performance environnementale est une exigence demandée par le maître d'ouvrage.

L'article 1-8.7 du CCATP définit les prescriptions environnementales auxquelles devront répondre les candidats.

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le dossier de consultation sera obtenu uniquement par téléchargement sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence « **dirce-srei-2025-deneigement** ».

Il ne sera pas transmis de dossier au format papier.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française, ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme, ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

L'acte d'engagement sera daté par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) et signé au stade de l'attribution du marché.

### **3-1. Documents fournis aux candidats**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- l'avis de marché envoyé à la publication ;
- le présent règlement ;
- les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCATP) et ses annexes ;
- les Bordereaux des Prix (BP), 1 par lot ;
- la pièce non-contractuelle : Le Document Financier (DF), 1 par lot, à compléter ;
- la pièce non-contractuelle : le Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale (PEVH) du district de Chambéry-Grenoble au titre de l'année 2024-2025 ;
- Le modèle d'attestation sur l'honneur à utiliser uniquement au stade de l'attribution.

#### **3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats**

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

##### **dans un sous dossier relatif à la candidature :**

les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

##### **dans un autre sous-dossier relatif à l'offre :**

- **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire.  
Pour l'application de l'article R.2132-7 du CCP, les candidats sont tenus d'indiquer une adresse électronique à l'article premier de l'acte d'engagement, adresse exclusive à

laquelle leur seront envoyés toutes les communications et tous les échanges relatifs à la présente consultation et qui devra être régulièrement consultée. Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que l'adresse mentionnée soit valide et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les courriels envoyés par le pouvoir adjudicateur à cette adresse ne soient pas considérés comme indésirables ou supprimés automatiquement.

Les courriels transmis par le pouvoir adjudicateur à l'adresse indiquée par le candidat seront réputés valablement envoyés et ne feront pas l'objet d'envoi à toute autre adresse. **Si aucune adresse électronique n'est indiquée par le candidat, l'offre sera considérée comme irrégulière.**

**En cas de groupement, les échanges se feront avec le mandataire pour l'ensemble du groupement.**

Dans le cadre de ces échanges, pour toute notification faisant courir un délai, à l'exception de la notification du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. Le délai s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

**Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant. Pour cela, ils devront s'inspirer des numéros du bordereau des prix.**

#### **- Les documents explicatifs**

- ✓ Au projet de marché sera joint le **mémoire justificatif et explicatif** comportant le/les document(s) suivant(s) :

**A1 : Un mémoire technique** indiquant :

- la notice descriptive détaillant les caractéristiques techniques des matériels et la mise à disposition des conducteurs ;
- la date de la première mise en circulation de chacun des véhicules concernés ;
- le certificat de conformité et de la date de mise en service des sauteuses et des lames qui seront employées ;
- la copie du (des) contrat(s) d'assurance des véhicules qui seront employés ;
- le type de matériel de remplacement proposé en cas de panne.

**A2 : Une note relative aux délais d'intervention ou de remplacement en cas de panne, indiquant :**

- les modalités de garantie du délai d'intervention en jour/nuit de semaine ;
- les modalités de garantie du délai d'intervention en jour/nuit de week-end et/ou de jour férié ;
- le délai de remplacement en jour/nuit de semaine ;
- le délai de remplacement en jour/nuit de week-end et/ou en jour férié.

**A3 : Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)** servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Ce schéma définit les principales dispositions d'organisation que le soumissionnaire s'engage à mettre en place pour assurer l'obtention de la qualité requise.

- Le SOPAQ comprend notamment :
  - la politique qualité de l'entreprise, si elle existe, ainsi que tout certificat obtenu par l'entreprise et témoignant de la pertinence de son organisation qualité (ex-certificat ISO 9001) en précisant l'organisme auditeur, le numéro de certificat, et la date du dernier audit ;
  - une liste indicative des procédures d'exécution qui seront mises au point par l'entreprise dans le cadre du PAQ ;
  - l'organisation des contrôles d'assurance qualité qui reviennent à l'entreprise pour chaque tâche d'exécution : description des méthodes, essais, fréquences, éventuelles sous-traitances envisagées par l'entreprise ;

**A4 : Une note retraçant les spécifications techniques retenues, en matière de respect des normes environnementales, d'écoconception, d'alternatives énergétiques, de maintenance et de durabilité, décomposée en trois parties :**

- le respect des normes environnementales
  - ✓ les pièces justificatives inhérentes au respect des niveaux d'émission de CO<sub>2</sub>, de consommation de carburant et d'efficacité énergétique (étiquettes énergétiques) ;
  - ✓ les copies des cartes grises des véhicules, attestant du respect de la norme EURO6 et des dates de première mise en circulation, inférieures à 5 ans ;
  - ✓ les pièces justificatives concernant l'exemption de substances dangereuses (plomb, cadmium, chrome) dans les véhicules ;
  - ✓ pour chaque véhicule de puissance inférieure à 150 KW, la justification du respect du seuil d'émissions sonores de 77 DB(a).
- l'écoconception et les alternatives énergétique
  - ✓ le choix de promotion des énergies alternatives (biogaz, biométhane, hydrogène, électricité) ;
  - ✓ le respect des critères écologiques concernant les huiles et lubrifiants ;
- la maintenance et la durabilité
  - ✓ l'attestation de garantie minimale de 16000 kilomètres ou de trois ans pour chacun des véhicules ;
  - ✓ la désignation des systèmes de réduction de la consommation énergétique des véhicules.

✓ **Le Document Financier (DF) :** cadres ci-joints à compléter sans modification.

### **3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.



### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP. Un modèle d'attestation est joint au RC ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1er de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français ;
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s) ;
- L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

### **3-2. Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

L'acheteur pourra analyser les offres avant d'examiner les candidatures.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidature incomplète, l'acheteur pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci. Le RPA se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures, dans ce cas, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu, sera analysée.

## **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP, si la régularisation n'entraîne pas de modification substantielle.

Le RPA examinera l'offre des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

<b>Critères d'attribution</b>	<b>Pondération</b>
Le prix des prestations seront appréciées regard du document financier fourni à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat.	60%
La valeur technique appréciée au vu : - du mémoire technique, pièce A1 (pondéré à 70%) ; - de la note relative aux délais d'intervention ou de remplacement en cas de panne, pièce A2 (pondérée à 20%) ; - du SOPAQ, pièce A3 (pondéré à 10%).	30%
Les performances en matière de protection de l'environnement, appréciées au regard de la note justificative (pièce A4), décomposée en trois parties : - le respect des normes environnementales (partie pondéré à 40%) ; - l'écoconception et les économies d'énergie (partie pondéré à 30%) ; - la maintenance et de la durabilité (partie pondéré à 30%).	10%

### **Méthode de notation :**

#### **1) Mode de conversion en note des prix des prestations**

Les offres des entreprises sont rangées par ordre croissant de prix. La note relative au critère prix est attribuée à l'aide de la formule suivante :

$$20 * (1 + P_{md} / (20 * \Delta p)) * (1 - P / P_{md})$$

où  $P_{md}$  est le montant de l'offre la moins-disante,  $P$  le montant de l'offre analysée et  $\Delta p$  la valeur du point de "Prix".

Cette formule linéaire attribue la note de 20 à l'offre la moins disante et 0 à une offre qui lui sera plus chère d'un montant égal à 20 fois la valeur du point de "Prix". La valeur du point de prix  $\Delta p$  est fixée à 4 % de la moyenne arithmétique des offres

admissibles, arrondi à la centaine d'euros la plus proche.

La note est arrondie à un chiffre après la virgule. À noter qu'une note peut avoir une valeur négative.

## 2) Appréciation de la valeur technique et la performance en matière de protection de l'environnement

Chacun des six sous-critères fait l'objet d'une cotation selon un barème allant de 0 à 3. Pour attribuer une note relative à un critère qualitatif, chaque critère est noté 0, 1, 2 ou 3, toute décimale étant proscrite, en s'appuyant sur l'échelle de notation suivante :

- La note 0 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications très succinctes ou très partielles (sans pour autant que cette offre puisse être déclarée irrégulière),
- La note 1 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications succincts ou partiels,
- La note 2 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications détaillés et satisfaisants,
- La note 3 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications très détaillés et très satisfaisants.

À chaque note sur 3 est appliquée la pondération définie ci-dessus.

Le total des cotations affectées à chacune des parties correspond à une note sur 3.

Cette note sur 3 est ensuite ramenée sur 20 pour obtenir la note de la valeur technique ou de la performance en matière de protection de l'environnement, inhérent à l'offre considérée.

## 3) Note globale

Les coefficients de pondération ci-dessus sont appliqués respectivement à chacune des 6 sous-notes et 3 notes calculées selon le mode décrit aux 1 et 2 qui précèdent.

Il s'ensuit une nouvelle note sur 20 avec une décimale pour chacune des offres qui sont classées par ordre décroissant.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la valeur la plus élevée.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'Acte d'Engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le document financier, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois. Les offres seront remises obligatoirement par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Elle devra contenir l'ensemble des pièces exigées pour être regardée comme complète, conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du CCP. Les autres documents sont effacés des fichiers du Pouvoir Adjudicateur sans avoir été lus.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence « **dirce-srei-2025-deneigement** ».

**Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page 1 du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est - Service Régional  
d'Exploitation et d'Ingénierie de Chambéry  
1, rue des Cévennes  
CS 32613 - 73026 CHAMBÉRY

Copie de sauvegarde pour : Mise à disposition de camions avec chauffeurs et  
de leurs équipements de salage/déneigement

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(\*) :

**« NE PAS OUVRIR »**

**(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.**

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour les visites obligatoires des circuits de viabilité hivernale et les modalités d'accès aux sites des centres d'entretien et d'intervention (CEI) du district de Chambéry-Grenoble, les candidats doivent impérativement contacter les services ci-dessous :

Les candidats devront se rendre sur le site au plus tard 7 jours avant la date de remise des offres et devront s'adresser impérativement à :

DIR Centre Est / SREI de Chambéry par courriel aux adresses suivantes :

**Lot n°1 :** RN 90 – Secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers

[yann.mandret@developpement-durable.gouv.fr](mailto:yann.mandret@developpement-durable.gouv.fr) (CEI de Albertville-Aigueblanche)

**ET**

[tanguy.serard@developpement-durable.gouv.fr](mailto:tanguy.serard@developpement-durable.gouv.fr) (MOE)

**Lot n°2 :** RN 87 et RN 85–

[didier.argoud@developpement-durable.gouv.fr](mailto:didier.argoud@developpement-durable.gouv.fr) (CEI de Grenoble)

**ET**

[tanguy.serard@developpement-durable.gouv.fr](mailto:tanguy.serard@developpement-durable.gouv.fr) (MOE)

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1. Une réponse sera alors adressée en temps utile, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.